

42 ANNUITES DE COTISATIONS POUR TOUCHER UNE PENSION COMPLETE EN FRANCE

Oubliez la préretraite, l'épreuve des prolongations commence !

Le 1^{er} janvier 2005, le dispositif des préretraites s'est arrêté en France. Et les entreprises, habituées à fonctionner sans les salariés âgés, vont devoir leur faire une place.

En France, les entreprises n'aiment pas les "vieux". Mais, depuis le 1^{er} janvier 2005, elles vont apprendre à les chérir et à les garder. A cette date, finit les préretraites. Le dispositif qui a permis, durant des années, de faire partir des cohortes de salariés — dont l'âge parfois ne dépasse guère 45 ans — s'arrête.

Tous les grands groupes, de l'automobile à la banque en passant par les transports ou l'agroalimentaire, ont abusé du système pour réduire leur masse salariale. A partir de janvier, le défi va s'inverser : il va falloir faire travailler plus longtemps les seniors. Pour les salariés, le changement est également de taille. La réforme des retraites impose un allongement progressif de la durée de cotisation et donc de la présence au travail. Il faudra 42 annuités de cotisations pour espérer toucher une pension complète...

Seulement, imaginer les bureaux et les ateliers repeuplés en un rien de temps de quinquagénaires joyeux relève pour l'instant d'une aimable plaisanterie. Réputés peu productifs, considérés comme chers à cause de leur ancienneté, peu adaptables aux règles de la concurrence mondiale et aux contraintes du business, tout est bon pour pousser le futur troisième âge vers la sortie, y compris en enfrenant la loi. Selon l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), la France cumule deux records : les jeunes entrent dans la vie active à un âge très avancé, et le taux d'activité des plus de 50 ans est l'un des plus bas du monde. Seuls 32 % des plus de 55 ans occupent actuellement un emploi en France. L'âge moyen de cessation d'activité est de 57,5 ans, alors qu'officiellement la retraite est à 60 ans. Ces chiffres ne reflètent sans doute qu'une part de la réalité. Car des préretraites sont parfois dissimulées derrière des arrêts maladie à long terme.

"C'est souvent le seul moyen de protéger des salariés qui ne supportent plus leurs conditions de travail et qui seraient, sinon, mis à la porte brutalement par leur direction", témoigne un médecin.



cin du travail.

Depuis 1999, les statistiques de la Cnam (Caisse nationale de l'assurance maladie) montrent, dans certaines branches professionnelles, que les arrêts de travail chez les plus de 55 ans ont augmenté avec l'arrêt progressif des préretraites. Ce recours aux arrêts maladie s'explique aussi par le climat actuel dans les entreprises : les conditions de travail y sont difficiles et l'attention portée à la santé est minimale. "C'est un des éléments du pacte implicite entre direction et salariés, explique un syndicaliste CGT. Le boulot est dur, les entreprises ne font

rien pour l'améliorer, en contrepartie, elles laissent partir le personnel avant 55 ans. C'est difficile aujourd'hui de revenir sur une pratique ancrée dans l'esprit des patrons comme des salariés."

En janvier, les partenaires sociaux devraient enfin ouvrir des négociations sur la pénibilité du travail, au sens large. Indispensable préalable au prolongement de la durée d'activité.

Mais le sujet "seniors", même s'il est crucial, mobilise peu. Les PME commencent à innover. "Il y a eu un choix implicite de la société français-

se", constate Catherine Barbaroux, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle. "On pensait qu'en réduisant le taux d'emploi des plus de 50 ans, on pourrait combattre le chômage des jeunes. Mais c'est une erreur de diagnostic."

Les entreprises s'abritent derrière ce grand ratage de politique publique pour ne pas faire grand-chose. "Les groupes ne regardent que les critères financiers à court terme et augmentent la productivité, même si les seniors ne peuvent pas suivre", dénonce Gérard Cornet, gérontologue et expert auprès de la Commission européenne.

"On les licencie, quitte à les réembaucher plus tard en catastrophe et au prix fort parce qu'ils détiennent des compétences dont l'entreprise ne peut pas se passer..."

Malgré ces freins et les mauvaises habitudes prises, "un renversement culturel est en train de se faire", assure Catherine Barbaroux. Impulsé également par la pression démographique et la menace d'une pénurie de main-d'œuvre : à partir de 2009, les départs en retraite massifs des baby-boomers pourraient engendrer le mouvement de retour des quinquas vers l'entreprise. Un autre facteur

pourrait également entrer en ligne de compte. Les entreprises se convertissent au "management de la diversité", faisant des efforts pour embaucher des salariés issus de l'immigration, des femmes, des handicapés mais aussi des seniors. "Quand les agences de notation sociale et les fonds de pension regardent comment est géré le capital humain, je vous promets qu'on verra des vieux dans les entreprises", note Gérard Cornet. L'Etat devrait fortement inciter à la conversion des entreprises, en prenant exemple sur les programmes existant dans les pays nordiques. Difficile pourtant d'imaginer revenir sur trente ans de pratiques juste par une campagne de communication.

"Je ne vois pas trente-six solutions, lâche un directeur des ressources humaines. Si la croissance repart, là je pourrai embaucher des seniors et faire des merveilles."

En 2000, en pleine période de croissance, les jeunes, y compris sans qualification et issus de l'immigration, avaient trouvé des emplois. Un point de plus de croissance et on peut compter sur les entreprises pour redécouvrir les charmes des cheveux grisonnants.

LSR

PUBLICITE

COURRIER DES INTERNAUTES

A propos des pensions de réversion en France

Tout d'abord je viens saluer l'équipe du *Soir d'Algérie*. J'ai lu votre article sur la page *Le Soir Retraite* et je vous remercie beaucoup parce que vous m'avez donné une idée sur les retraites. Je vous demande de mieux m'expliquer par ce que je n'ai pas bien compris ce changement dont vous parlez. Voici le problème : ma mère, âgée de 57 ans, veuve depuis 19 ans avec 6 enfants à charge — le plus petit a 19 ans et le plus grand 34 ans. Après le décès de mon père, elle touchait une allocation jusqu'à ce qu'on ait grandi (sauf mon petit frère). Depuis, le montant de cette allocation a été réduit : avant elle touchait 300 FF, maintenant elle touche 150 euros. Je vous rappelle qu'elle est âgée de 57 ans.

Je vous demande de m'expliquer est-ce qu'elle a le droit au changement ? Aidez-moi s'il vous plaît. Je compte sur vous. Recevez mes meilleurs vœux. Merci.

REPONSE : Votre email n'étant pas très explicite, nous supposons que vous faites allusion au problème des pensions de retraite de réversion dont il est question depuis quelque temps en France, et qui concernent aussi des dizaines de milliers de veuves d'anciens travailleurs algériens émigrés en France. Pour rappel, nous avons longuement abordé ce sujet dans le *Soir*

Retraite des 17 novembre 2004 et 8 décembre 2004 et plus récemment le 5 janvier 2005. Vous pouvez consulter ces articles sur Internet en accédant au site web du *Soir d'Algérie*. Il est difficile pour nous de savoir si votre maman est concernée par les changements envisagés par le gouvernement français. Le mieux pour vous ce serait d'écrire à la caisse de retraite française qui verse la pension de réversion de votre maman.

Qu'en est-il de l'âge de départ à la retraite pour les femmes en France ?

Monsieur, je vous remercie pour les précieux renseignements que vous fournissez pour vos lecteurs à propos de leur retraite.

Ayant entendu dire que les femmes âgées de moins de 54 ans (j'en ai 50) peuvent percevoir leur retraite du régime français, je désire juste avoir de plus amples informations à ce sujet. Je vous remercie d'avance.

REPONSE : Concernant l'âge de départ à la retraite pour les femmes salariées en France, cela obéit à certaines règles et à certaines conditions selon que l'on travaille dans le secteur privé ou dans le secteur public. Et même à l'intérieur du secteur public, il y a des variantes selon que l'on soit issu de la fonction publique ou du secteur économique.

Une chose est certaine, c'est qu'il y a un processus en cours de disparition du système des préretraites (voir article d'ouverture "Oubliez la préretraite" !). Il faut saisir votre caisse de retraite en France (la CAAV) pour en savoir plus sur votre situation : elle vous fera parvenir toutes les informations nécessaires.

Les droits à la pension de réversion pour une veuve d'ancien combattant algérien de l'armée française

Je suis algérien, j'habite Sidi Ghiles dans la wilaya de Tipaza. Mon grand-père était un ancien combattant dans l'armée française. Sa veuve est toujours en vie. Pourriez-vous me dire quelles sont les pièces à fournir pour constituer un dossier afin qu'elle bénéficie d'une pension de réversion ?

REPONSE : Il vous suffit d'écrire à l'adresse suivante : Ministère de la Défense, SGA, Secrétariat général pour l'administration, service des ressortissants résidant à l'étranger, 1, place François-Mitterrand - B.P.1758 120 Châteaue-Chinon (France).

Vous pouvez aussi vous connecter au site web de cette administration où vous trouverez toutes les informations que vous souhaitez (à partir du moteur de recherche "Google" par exemple).